

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERAMM Usine des boues

Parc des Aygalades
35 Boulevard du Capitaine Gèze
13014 Marseille

Références : D-2025-0800
SPR/2026-006
Code AIOT : 0006402259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SERAMM Usine des boues implanté 220 Chemin de Morgiou 13009 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre d'une action nationale. La qualité de l'air est un déterminant environnemental majeur de la santé de nos concitoyens. Deux contentieux européens sont en cours contre la France pour le non-respect de la directive sur la qualité air ambiant concernant des dépassements en NOx et en poussières. À ces contentieux européens, s'ajoute un contentieux national portant sur ces mêmes polluants, pour non-respect des seuils réglementaires de la directive sur la qualité d'air ambiant. Il est donc essentiel que les installations de combustion, qui sont nombreuses, réparties sur l'ensemble du territoire, et sources d'émission de polluants atmosphériques, notamment les NOx, les poussières et les SOx, respectent les valeurs limites d'émission qui leur sont imposées. En effet, de nouvelles valeurs limites d'émission, issues de la directive 2015/2193 du 25 novembre 2015 relative aux moyennes installations de combustion,

entrent en vigueur le 1er janvier 2025 pour les installations existantes de puissance supérieure à 5 MW. Cette action nationale porte ainsi sur les installations de combustion moyennes (MCP) de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Il s'agit de contrôler le type de combustible utilisé dans l'installation de combustion, de contrôler leurs rejets atmosphériques afin de s'assurer que les installations de combustion respectent bien les fréquences de contrôle et les valeurs limites d'émission imposées.

Ainsi, l'action nationale portera sur les points suivants :

- Contrôle sur site du type de combustible utilisé ;
- Contrôle du respect des fréquences de contrôle des rejets atmosphériques ;
- Contrôle du respect des valeurs limites d'émission (VLE) ;
- Contrôle sur site des systèmes de traitement de fumées ;
- Contrôle du respect de l'exigence de recueil des données des moyennes installations de combustion (articles R. 515-114 à R. 515-116 du code de l'environnement).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERAMM Usine des boues
- 220 Chemin de Morgiou 13009 Marseille
- Code AIOT : 0006402259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine des boues, exploitée par la société SERAMM, réalise l'ensemble du traitement des boues issues de la station d'épuration de Marseille. Cela inclut en particulier les opérations de méthanisation des boues et la valorisation du biogaz.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 01/01/1990, article R. 515-114 et R.515-115 et R.515-116	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Classement des activités de combustion du site	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Contrôle du type de combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Sans objet
4	Modification, extension	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-VI	Sans objet
5	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57	Sans objet
6	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-2	Sans objet
7	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-III	Sans objet
8	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62- I et VI	Sans objet
9	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI	Sans objet
10	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-V	Sans objet
11	Autres VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI	Sans objet
12	VLE (zone PPA)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 51	Sans objet
15	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76	Sans objet
16	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 81	Sans objet
17	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-III et Art.83-bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre d'une procédure de contentieux, le cadre réglementaire concernant l'installation de moyenne combustion du SERAMM a été précisé. Il se base sur l'arrêté du 03/08/2018 et sur une étude de risques sanitaires qui a été actualisée par l'exploitant avec de nouvelles hypothèses. Un nouvel arrêté préfectoral complémentaire est en cours de signature et définit de nouvelles valeurs limites à l'émission pour l'installation de combustion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1990, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les

<p>informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été vérifié le jour de l'inspection que l'exploitant n'avait pas fait sa déclaration. L'exploitant a, depuis ce jour, confirmé avoir déclaré son installation de combustion et doit transmettre l'attestation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit l'attestation de sa déclaration.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Classement des activités de combustion du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Classement en 2910-B1

Prescription contrôlée :

Activité classée en 2910-B1/Enregistrement.

2910-B1	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse: 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	1 installation composée de 3 appareils 3 chaudières biogaz: 2 x 3600 kW 1 x 3500 kW Puissance totale: 10,7 MW	E
---------	--	---	---

Une installation de combustion composée de 3 appareils:

- Chaudières n°1 de puissance unitaire 3,6 MWth consommant exclusivement du biogaz naturel;
- Chaudière n°2 de puissance unitaire 3,6 MWth consommant exclusivement du biogaz naturel;
- Chaudière n°3 de puissance unitaire 3,5 MWth consommant exclusivement du biogaz naturel;

Puissance totale de 10.7 MW

2910-A2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b) v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	2 groupes électrogènes fioul: 2 x 640 kW Puissance totale: 1,28 MW	NC
---------	--	--	----

Constats :

L'installation est bien classée 2910-B1 dans son régime enregistrement au titre de son installation moyenne de combustion composée de 3 chaudières alimentées au biogaz.

Les chaudières ont les caractéristiques suivantes:

- Chaudières n°1 de puissance unitaire 3,6 MWth consommant exclusivement du biogaz naturel, chaudière installée en 2021
- Chaudière n°2 de puissance unitaire 3,6 MWth consommant exclusivement du biogaz naturel, chaudière installée en 2022;
- Chaudière n°3 de puissance unitaire 3,5 MWth consommant exclusivement du biogaz naturel, chaudière installée en 2008;

Actuellement les chaudières fonctionnent 15 210 heures par an (2024) :

- 6863 heures pour la chaudière 1
- 4491 heures pour la chaudière 2
- 3856 heures pour la chaudière 3

Ce qui représente un fonctionnement de 54 % du temps, si l'on considère que les chaudières pourraient tourner 26 280 heures (3 x 8760 heure pour 100% du temps).

Depuis l'arrêt de l'unité de séchage des boues, les chaudières sont moins sollicitées, cependant le fonctionnement des trois chaudières est conservé dans l'attente d'un futur projet.

Deux groupes électrogènes sont installés sur le site: deux groupes électrogènes d'une puissance de 640 KW chacun, alimentés au fioul. Ils sont classés 2910 A -2. Le temps de fonctionnement des groupes a été de 23 heures pour l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle du type de combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-B1

Prescription contrôlée :

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant:

- leur origine ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés, autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.

Constats :

Le biogaz utilisé comme combustible par les trois chaudières provient de la méthanisation des boues d'assainissement qui transitent par une canalisation entre la station d'épuration métropolitaine Geolide (unique origine) et l'installation de la Seramm.

Le biogaz qui est produit par méthanisation est épuré pour être transformé en biométhane, ce dernier est ensuite injecté et vendu sur le réseau GRDF, ce qui demande de vérifier la quantité du biogaz produit et la qualité du biogaz et du biométhane.

L'unité de méthanisation est équipée de moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation intégrant les différents paramètres prescrits par arrêté ministériel. Le suivi en continu des teneurs en H₂S et O₂ du biogaz produit par la digestion est effectué au niveau de l'unité de désulfuration. Des mesures quotidiennes en CH₄ et H₂S sont réalisées après désulfuration et consignées par l'exploitant. Un analyseur de biogaz mesure sur site la teneur en CH₄. Un autre analyseur mesure les différents paramètres du biogaz pour le CH₄ : CO₂, l'O₂ et H₂S. Ces mesures sont validées et calibrées une fois par an.

Le biogaz est utilisé comme combustible par les trois chaudières pour réchauffer les digesteurs à

55 degrés. Les caractéristiques des effluents atmosphériques en sortie de combustion sont mesurées lors de contrôles périodiques qui ont lieu tous les ans.

L'arrêté préfectoral encadre bien les teneurs des rejets atmosphériques en sortie de combustion du biogaz, en sortie des tours de désodorisation du biogaz et de l'épuration membranaire du biogaz.

Pour compléter et vérifier la qualité et les caractéristiques physico-chimiques du biogaz, le biogaz est analysé par un bureau d'études extérieur de manière bimensuelle pour les paramètres suivants: CH₄, H₂S et des COV Totaux (COVT), en entrée et sortie du traitement (tours de désulfuration et charbon actif). La méthode utilisée est un micro chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse.

Pour l'année 2024, l'exploitant a fait réaliser des analyses environ tous les deux mois 2024: mars 2024 (20/03/2024), mai 2024 (30/05/2024), juillet (16/07/2024), septembre (23/09/2024), octobre (09/10/2024) fin octobre (30/10/2024) et en décembre (le 10/12/2024).

Les rapports ont bien été transmis par l'exploitant.

Une analyse plus complète est réalisée une fois par an (celle du 30/10/2024) sur le biogaz et sur le biométhane et considère plus de paramètres: HF/HCL, NH₃, Mercure, Gaz permanents (GP, H₂S, COS, screening des COV).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modification, extension

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-VI

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE applicables

Prescription contrôlée :

VI. - Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section applicables aux installations nouvelles à la date de la modification, s'appliquent à la partie modifiée ou étendue en cas de changement de combustible, de remplacement des appareils de combustion (chambre de combustion et brûleur) ou d'extension de l'installation.

Constats :

Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section s'appliquent aux chaudières qui ont été installées en 2021 et 2022 qui sont considérées comme des installations nouvelles. Les paramètres suivants sont donc considérés pour ces chaudières:

Biogaz 5 ≤ P

SOX 100 mg/Nm³

NOX 200 mg/Nm³

CO 250 mg/Nm³

Pour ces paramètres, seule la concentration en SOX est modifiée car pour les NOX et le CO les valeurs considérées dans l'arrêté préfectoral complémentaires du 16 décembre 2020 correspondent aux valeurs imposées par l'arrêté du 03/08/2018.

Un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de signature par le Préfet et mentionne l'actualisation de la VLE SO₂ à hauteur de 100 mg/Nm³. De plus, cet arrêté préfectoral complémentaire définit des Valeurs Limite à l'Emission en flux horaire et annuel pour le paramètre SO₂ afin d'assurer le respect des émissions annuelles prises en compte dans l'évaluation sanitaire

initiale déposée dans le dossier d'autorisation (VLE originellement fixée à 35 mg/Nm3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de référence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6% dans le cas des combustibles solides, de 3% dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs et de 15% dans le cas des turbines et des moteurs, à l'exception des installations de séchage, pour lesquelles, quel que soit le combustible utilisé, la teneur en oxygène utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de référence, auxquelles rapporter les résultats de mesure pour vérifier la conformité aux VLE précisées dans les arrêtés préfectoraux du site, sont identiques à celles mentionnées dans l'arrêté du 03/08/2018.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ; - existantes de puissance thermique nominale totale comprise entre 2 et 5 MW enregistrées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2030 ; - nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. <p>Biogaz $5 \leq P$ SOX 100 mg/Nm3 NOX 200 mg/Nm3 CO 250 mg/Nm3</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme vu au point de contrôle 5, ces nouvelles VLE s'appliquent depuis le 1er janvier 2025 pour les chaudières qui ont été installées en 2021 et 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : VLE chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE
Prescription contrôlée : III. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et -de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW enregistrées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; Biogaz $5 \leq P$ SOX 170 mg/Nm3 NOX 200 mg/Nm3 CO 250 mg/Nm3
Constats : Une des trois chaudières n'a pas été modifiée et son installation date de 2009, les valeurs de cette section s'appliquent donc: Biogaz $5 \leq P$ SOX 170 mg/Nm3 NOX 200 mg/Nm3 CO 250 mg/Nm3 Pour les paramètres NOX et le CO les valeurs considérées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2020 correspondent aux valeurs imposées par l'arrêté du 03/08/2018. Pour le paramètre SOX, un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de signature par la Préfet et mentionne, pour cette chaudière, l'actualisation de la VLE SO ₂ à hauteur de 110 mg/Nm3. Cette VLE a été proposée par l'exploitant dans le cadre de l'actualisation d'une étude de risques sanitaires réalisée début 2025. De plus, l'arrêté préfectoral complémentaire en cours de signature définit des Valeurs Limite à l'Emission en flux horaire et annuel pour le paramètre SO ₂ afin d'assurer le respect des émissions annuelles prises en compte dans l'évaluation sanitaire initiale déposée dans le dossier d'autorisation (VLE originellement fixée à 35 mg/Nm3).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62- I et VI
Thème(s) : Actions régionales, VLE HAP
Prescription contrôlée : - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010 de puissance supérieure ou égale à 20 MW, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm3. Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm3. VI. - [...] Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane,

de l'hydrogène et du GPL.
Constats : Pour le paramètre HAP les valeurs considérées dans l'arrêté complémentaire du 16 décembre 2020 de 0,1 mg/Nm3 correspondent à ces valeurs imposées par l'arrêté du 03/08/2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-II et VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE COVNM et formaldéhyde
Prescription contrôlée : II. - Pour les chaudières enregistrées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est de 50 mg/Nm3 en carbone total. Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm3 en carbone total. Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm3. VI. - [...] Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.
Constats : Pour le paramètre COVNM la valeur considérée dans l'arrêté complémentaire du 16 décembre 2020 est de 5mg/Nm3, donc inférieure à 50 mg/Nm3, l'arrêté préfectoral correspond bien à l'arrêté ministériel du 03/08/2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-V
Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE chaudières NH3
Prescription contrôlée : V. - En cas de dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou ses précurseurs : - pour les chaudières de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 20 MW enregistrées à compter du 1er novembre 2010 et pour les autres installations enregistrées à compter du 1er janvier 2014, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 5 mg/Nm3. Cette valeur peut être adaptée par le préfet sur la base d'éléments technico-économiques fournis par l'exploitant, des performances des meilleures techniques disponibles et des contraintes liées à l'environnement local afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, sans toutefois dépasser 20 mg/Nm3. - pour les autres appareils de combustion, la valeur limite d'émission d'ammoniac est de 20 mg/Nm3.
Constats : Aucun dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac n'est installé sur le site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Autres VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62-VI
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, VLE métaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes :</p> <p>Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum) Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés : 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)</p> <p>Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te)</p> <p>plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm³ exprimée en Pb</p> <p>Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm³ pour la somme des métaux</p> <p>Les valeurs limites d'émission pour les métaux ne sont pas applicables aux installations consommant du fioul domestique, du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/12/2020,</p> <p>La valeur limite d'émission pour le</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés est bien de 0,05 mg/Nm³ par métal et 0,1 mg/Nm³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) donc identique et conforme à l'arrêté du 03/08/2018 - Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés : 1 mg/Nm³ exprimée en (As+Se+Te) donc identique et conforme à l'arrêté du 03/08/2018 - Plomb (Pb) et ses composés : 1 mg/Nm³ exprimée en Pb donc identique et conforme à l'arrêté du 03/08/2018 - Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés : 20 mg/Nm³ pour la somme des métaux donc identique et conforme à l'arrêté du 03/08/2018
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : VLE (zone PPA)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 51
Thème(s) : Actions nationales 2025, Périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Lorsque les installations visées aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté sont situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut renforcer l'ensemble des dispositions du présent arrêté, et notamment : - abaisser les valeurs limites prévues aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté ; et/ ou - anticiper la date d'application de ces valeurs limites ; et/ ou - prévoir une fréquence plus élevée des mesures des émissions atmosphériques prévues aux articles 76,77,78,79,80.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il existe un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) pour le territoire des Bouches du Rhône. Les émissions totales de polluants sur le territoire du PPA ont diminué depuis plus de 10 ans. Une diminution de 31% sur les oxydes d'azotes (NOx) a été observée, de 41% sur les particules PM_{2,5} et</p>

de 79 % sur le dioxyde de soufre (SO₂) (forte diminution de ce traceur historique de l'activité industrielle) entre 2007 et 2017. Dans ce cadre, les arrêtés préfectoraux du site ne sont pas renforcés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées

Prescription contrôlée :

Système de traitement des fumées. Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section :

I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;

- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

II.- Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).

Constats :

Une procédure dénommée "I-MRS-GP-BGZ - Fonctionnement de la désulfuration.doc" datée du 20/10/2020 a bien été transmise par l'exploitant.

La procédure décrit les étapes du traitement, ses objectifs, elle indique qu'une mesure en H₂S est réalisée en continu et qu'en cas de dépassement de la valeur de 200 ppm, une pompe d'injection de soude doit être démarrée par les équipes d'exploitation.

La procédure précise les sécurités qui peuvent se déclencher et empêcher certains équipements de fonctionner, les alarmes qui peuvent s'activer et les actions à mener pour effectuer des réglages (coffret local).

Les réglages de la supervision sont schématisés, seul un bouton "marche/arrêt" permet d'agir sur la désulfuration. Les paramètres de fonctionnement (notamment débit du biogaz et valeur en H₂S) et le suivi qui doit être effectué sont aussi précisés.

Il n'est cependant pas précisé d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Préciser dans la procédure relative à la désulfuration qu'il est nécessaire d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures en cas de panne ou de dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Démarrage et arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt
Prescription contrôlée : Démarrage et arrêt. Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'avait pas de procédure à transmettre concernant le démarrage et l'arrêt des chaudières, ce dernier a évoqué qu'il s'agit d'un système de démarrage assez simple, le système d'automatisme permet de contrôler le fonctionnement des chaudières et surtout de vérifier le maintien du brûleur en fonctionnement. Si un défaut de brûleur apparaît, l'exploitant active le contrat de maintenance mis en place et une intervention est demandée. Comme vu précédemment, les trois chaudières en service sont utilisées la moitié du temps, ce qui permet d'utiliser une des chaudières en "relai".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit une procédure spécifique aux chaudières et définit des consignes écrites pour les opérations de démarrage et d'arrêt en conformité avec les consignes données par le constructeur des chaudières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
Prescription contrôlée : I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés. III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.
Constats : Le contrôle effectué en 2024 (Rapport RC47703) a été effectué par le bureau d'études Ginger

<p>Leces PACA, ce bureau d'études est bien agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Le bureau d'études apparaît sur la liste publiée par le ministère pour les prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère encadrées par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Les contrôles réglementaires des rejets de polluants à l'atmosphère sont effectués tous les ans.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 16 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 81
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conformité des VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport RC47703 de 2024 n'indique aucun dépassement de valeur limite à l'émission, chacune des séries de mesures ne dépasse pas les valeurs limites d'émission. Cependant, l'exploitant veillera à ce que dans les prochains rapports, ce soit bien chaque série de mesure qui soit comparée aux valeurs limites à l'émission et non pas la moyenne des essais. Le rapport RC47703 n'a pas été formaté selon la prescription réglementaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.56-III et Art.83-bis
Thème(s) : Actions nationales 2025, Non-respect VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 56 III. - En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées à la présente section, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>Art.83-bis Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux articles 58,59,60 et 61 du présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émissions jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce cas de non -conformité n'a pas été observé en 2024</p>
Type de suites proposées : Sans suite